

2024
MARS 07

**Arrêté préfectoral complémentaire du 07 MARS 2024
portant modification du phasage de la carrière de granite située lieu-dit *Terme de Lascombes* sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme**

Le préfet du Tarn,

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu le décret du Président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu le décret du président de la République du 13 septembre 2023, portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2007 autorisant le renouvellement et l'extension de l'exploitation de granite au lieu-dit *Terme de Lascombes* sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2011 transférant l'autorisation, au nom de la SARL Granits de Lascombes, de la carrière susvisée ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2021 transférant l'autorisation de l'exploitation de la carrière susvisée à la société GRANITARN CARRIERES ;
- Vu le dossier de porter à connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière susvisée, déposé le 28 avril 2023 en préfecture du Tarn ;
- Vu le courriel adressé le 10 janvier 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 10 janvier 2024 ;

Considerant que le pétitionnaire n'a émis aucune observation sur ledit projet d'arrêté dans le délai imparti de quinze jours à compter de sa réception ;

Considérant que le principe de remise en état est inchangé ;

Considérant que l'extraction s'exerce sur le périmètre exploitable de l'autorisation ;

Considérant que la cote minimale d'extraction de 540 m NGF et l'épaisseur de l'extraction de 18 m demeurent inchangées ;

Considérant que les garanties financières sont ajustées au nouveau phasage de l'exploitation ;

Considérant que la modification du phasage n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres.

Arrête

Article 1 :

Les dispositions de l'**article AP 5** de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article AP 5 :

Un bassin de décantation représentant un volume de 3 000m³ est présent en partie Ouest du site.

Article 2 :

Les dispositions de l'**article CE 8** de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article CE8 :

*L'exploitation est réalisée selon les plans de phasage définis en **annexe 1** du présent arrêté.*

Article 3 :

Les dispositions de l'**article CE 9** de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 9 :

Le plan d'exploitation respecte notamment les points suivants :

- l'extraction est réalisée en fouille et à sec. Pour les phases 4 et 5, l'extraction est menée sur différentes zones en parallèle.*
- La phase 4 consiste à poursuivre l'extraction sur les 3 paliers existants dans le sens Sud-Est.*
- La phase 5 s'effectue dans la continuité des zones déjà extraites.*
- Les fronts de taille ont une hauteur moyenne de 7 mètres avec un maximum de 10 mètres.*

Article 4 :

Les dispositions de l'**article CE 13** de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 13 :

La remise en état consiste à :

- évacuer les stocks et les infrastructures,*
- aménager les parties basses du site avec les stériles en maintenant un remblai partiel du carreau par talutage du front inférieurs. Les autres fronts sont laissés bruts.*
- régalage ponctuel pour favoriser la reprise de la végétation,*
- réalisation de plantations,*
- maintien du bassin à l'Ouest et de la zone humide au Nord-Est du site et de la série de dépression.*

*L'exploitant est accompagné d'un écologue dans le cadre de la remise en état. La remise en état est conforme au plan de remise en état final en **annexe 2**.*

Article 5 : Garanties financières

Les dispositions des articles **GF 1 à GF 4** de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions **GF 1 à GF 5** suivantes :

GF 1 : Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période.

*Le montant des garanties financières mentionné ci-après est indexé sur l'indice TP 01 – base 2010 du mois d'août 2023 : **129,2**.*

Ce montant est de :

Période	Montant
<i>Phase 4 : fin 2023 – 2 juillet 2027</i>	<i>78 890 €</i>
<i>Phase 5 : 3 juillet 2027 – 2 juillet 2032</i>	<i>88 896 €</i>

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

GF 2 : Renouvellement et actualisation des garanties financières

*Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins **6 mois** avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.*

L'actualisation du montant des garanties financières interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article **GF 1** ci-dessus ;*
- augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans.*

L'actualisation des garanties financières est réalisée systématiquement par l'exploitant sans demande de l'administration. Elle est conforme à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

*Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées au premier alinéa du présent paragraphe. Dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues à l'article **GF 4** ci-dessous.*

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières. Elle est portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

GF 3 : Appel des garanties financières

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 ;*
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;*
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.*

GF 4 : Sanctions administratives et pénales

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L. 514-11 du code de l'environnement.

GF 5 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation après que les travaux de remise en état tels que définis dans le présent arrêté et couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Le préfet lève l'obligation des garanties financières par un arrêté complémentaire, sur proposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 : Gestion des stériles

L'exploitant est tenu, avant le 31 décembre 2026, de proposer à l'inspection des installations classées son choix pour la gestion de ses stériles.

Article 7 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2°.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 8 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Saint-Salvy-de-la-Balme dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée de quatre mois.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Salvy-de-la-Balme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société GRANITARN CARRIERES.

Fait à Albi, le 07 MARS 2024

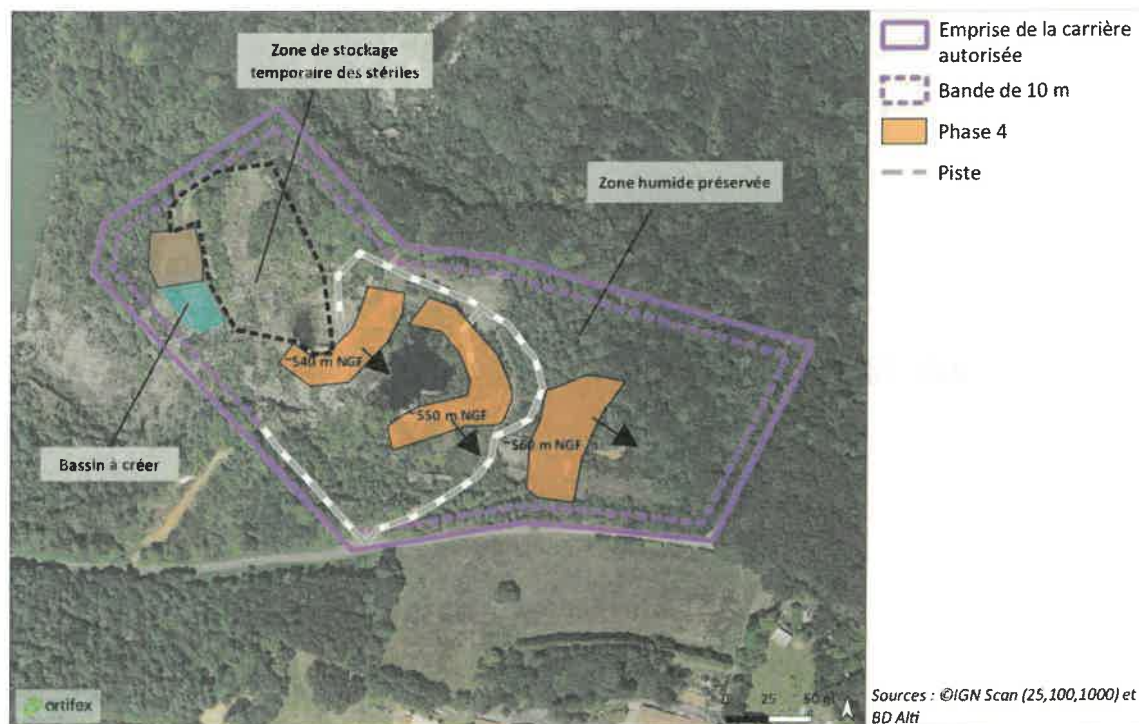
**Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres**

A blue ink signature, appearing to be 'L. Gandra-Moreno', written over a faint circular stamp.

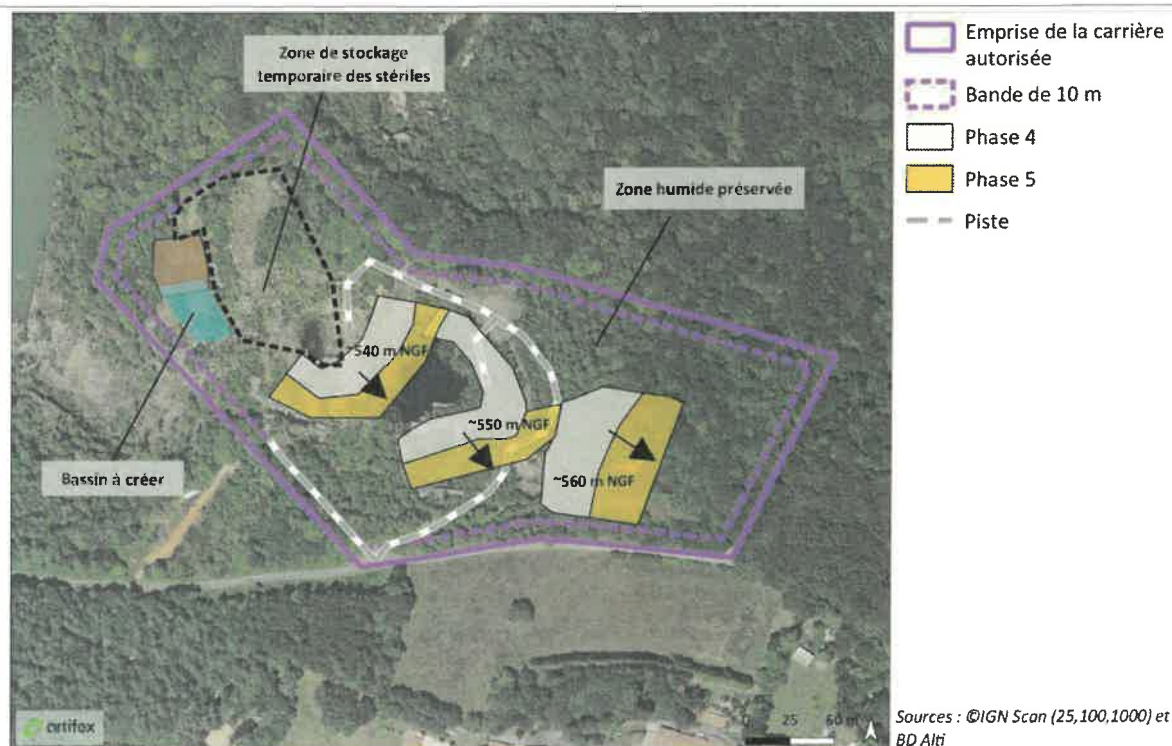
Laurent GANDRA-MORENO

ANNEXE 1 : PLANS DE PHASAGE

PHASE 4



PHASE 5



ANNEXE 2 : PLAN DE REMISE EN ÉTAT FINAL

